

RELEASED IN FULL

POINT DE PRESSE DU 30 MAI 1995
DECLARATIONS DU PORTE-PAROLE*Faper à
A - Rendez
AMITA*

Le porte-parole adjoint du Département a traité les sujets suivants au cours du point de presse de ce jour :

1 - FRANCE/RWANDA

Je voulais faire une déclaration à propos d'un rapport d'une organisation non gouvernementale intéressant le Rwanda. Il s'agit d'un rapport de l'Organisation Human Rights Watch.

Ce rapport contient manifestement des informations inexactes, si l'on en juge par celles qui concernent l'attitude de la France. Le gouvernement français, en effet, a respecté de la manière la plus stricte l'embargo sur les armes décidé par le Conseil de Sécurité le 17 mai 1994 concernant le Rwanda.

Il va de soi, par ailleurs, qu'aucune livraison d'armes n'a été faite à des Rwandais réfugiés à l'extérieur de leur pays. Nous démentons donc catégoriquement les allégations contenues à ce sujet dans ce rapport qui sont dénuées de tout fondement. Il en va de même des insinuations relatives à de prétendues activités de formation actuellement en cours depuis janvier 1994 au profit d'ex-F.A.R. par des forces françaises dans des bases en Centrafrique et au Zaïre. Chacun sait au demeurant qu'il n'y a ni base ni forces françaises au Zaïre.

Je voulais faire cette déclaration en réaction à certains échos donnés par la presse à ce rapport.

(Un diplomate français a cependant indiqué que des contrats de livraison d'armement conclus avant les événements de 1994 continuaient d'être honorés ...)

Je ne peux pas dire davantage que ce que je viens de vous dire. Nous considérons que ce sont des informations inexactes. Le terme exact est suffisamment fort pour permettre de répondre très clairement à la question que vous posez.

(Il n'y a donc pas eu de livraisons d'armes par la France au Rwanda depuis la décision de l'embargo ...)

Tout à fait. Je répète : le gouvernement français a respecté de la manière la plus stricte l'embargo sur les armes décidé par le Conseil de Sécurité le 17 mai 1994 et aucune livraison d'armes n'a été faite par ailleurs à des Rwandais réfugiés à l'extérieur de leur pays.